

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je reviens à ce que je voulais dire: le leader de l'opposition officielle à la Chambre s'entretiendra aujourd'hui ou demain—aussitôt qu'une réunion pourra être organisée avec le leader du gouvernement ou le ministre des Finances et ses représentants—afin de s'entendre avec le gouvernement pour diviser le bill. C'est indispensable pour pouvoir étudier une mesure qui peut vraisemblablement passer à juste titre pour un moyen d'accroître le pouvoir d'emprunt du gouvernement d'environ 7 milliards sans être obligés du même coup d'adopter une mesure qui serait évidemment contre-indiquée; on veut en effet faire passer avec ces 7 milliards, y accrocher en somme un chèque en blanc de 10 milliards dont le gouvernement n'a pas encore dit l'usage qu'il en fera.

● (1552)

Nous pensons que c'est une façon de sortir du dilemme dans lequel nous a enfermés le gouvernement. Au moins, cette méthode respecte les usages du Parlement. Il est conforme à nos usages et traditions que le gouvernement vienne demander une augmentation de son pouvoir de dépenser quand il s'agit de dépenses dont la nature est connue. Mais ce qui est nouveau, ce que l'on tente de faire accepter, et ce à quoi il faut s'opposer, c'est que le gouvernement tente d'obtenir un chèque en blanc de dix milliards de dollars. Le leader parlementaire de notre parti tentera d'amorcer des discussions avec des représentants des ministériels afin d'obtenir que ce bill soit séparé en deux. Ainsi, nous pourrions discuter de ce qui pourrait être approprié, et la Chambre ne sera pas forcée d'assimiler une mesure qui est tout à fait inappropriée et très dangereuse pour le pays, mesure qui lui sera peut-être imposée par la guillotine.

Nous sommes en présence d'un gouvernement qui, ces derniers mois, a tenté de changer les institutions canadiennes fondamentales, et de les changer unilatéralement par la première proposition constitutionnelle qui lui soit venue à l'idée. Nous sommes en présence d'un gouvernement qui a remis les élections à plus tard après l'expiration de son mandat habituel de quatre ans parce qu'il voulait régler les problèmes de l'économie. Et comment s'y prend-il pour les régler? Il commence par demander le pouvoir d'emprunter encore 17 milliards de dollars. Nous sommes en présence d'un gouvernement qui s'attaque délibérément à d'anciens commissaires de la Gendarmerie royale canadienne et remet en question l'exactitude de leurs dépositions devant la Commission McDonald. Ce gouvernement est dirigé par un premier ministre qui, parlant récemment au Glebe Collegiate, a proféré une menace claire et précise à l'égard de cette commission royale et de son pouvoir, énoncé dans son mandat, de fixer ses propres règles quant à la divulgation des documents dont elle prend connaissance.

Nous sommes en présence d'un gouvernement qui a obstinément refusé de révéler les rentrées fiscales, les recettes prévues pour l'année financière en cours, et qui a par conséquent dissimulé aux Canadiens l'ampleur de notre déficit, c'est-à-dire le montant approximatif de notre endettement. Et voilà que ce gouvernement nous demande maintenant un chèque en blanc de dix milliards de dollars et demande à la Chambre de signer ce chèque en blanc sans avoir aucune idée de la manière

Pouvoir d'emprunt—Loi

dont il compte dépenser cet argent. Cela est absolument inacceptable, monsieur l'Orateur.

J'ai bon espoir que le gouvernement reviendra à la raison et qu'il mettra fin à cette tentative de déroger aux traditions du Parlement et de briser la confiance des Canadiens. J'ai bon espoir également qu'il envisagera sérieusement la proposition que nous lui ferons officieusement, c'est-à-dire de diviser ce bill pour en faire deux distincts, de sorte que nous puissions en étudier la partie qui est peut-être appropriée, et que le Parlement ne soit pas obligé par une manœuvre inélégante d'accepter la proposition la plus répugnante qui soit, c'est-à-dire de donner au gouvernement actuel, à ce gouvernement surtout, un chèque en blanc de dix milliards de dollars.

Des voix: Bravo!

M. Bob Rae (Broadview): Monsieur l'Orateur, je prononce aujourd'hui mon premier discours à la Chambre des communes et pour commencer, j'aimerais rendre hommage à mon prédécesseur, qui est désormais juge d'une cour de comté dans le district judiciaire de York. Je sais pertinemment, de même que les députés des deux côtés de la Chambre, qu'il ne m'est pas facile d'assurer la relève. Je ferai de mon mieux. Mon intervention suit celle du chef de l'opposition (M. Clarke), alors ce n'est pas chose facile.

Je lui donnerais raison sur une des questions que le bill nous amène à considérer: le contrôle du gouvernement par le Parlement. Si je demande à une banque de me consentir un prêt, elle va me demander ce que je compte faire de cet argent. En ma qualité de député, j'ai le droit, d'avoir ces renseignements, au même titre qu'un banquier qui me consent un prêt à Toronto, New York ou dans n'importe quelle autre ville.

M. Hnatyshyn: Ou encore à Saskatoon.

M. Rae: Exactement. Je trouve très inquietant, en tant que député, que le gouvernement sollicite l'autorisation d'emprunter cette somme d'argent fabuleuse et si longtemps d'avance, sans nous dire précisément quels programmes ou autres projets il a en vue. Je pense que nous avons droit à de meilleures explications que celles contenues dans ce bill de deux pages.

Une voix: Qui ne vaut pas deux sous.

M. Rae: Soit, un bill de deux pages ne valant pas deux sous mais qui n'en porte pas moins sur un emprunt de 17 milliards de dollars. Toutefois, ce ne sont pas les détails de ce bill qui m'intéressent ici; il est de toute façon tellement court. Ce qui m'intéresse, c'est non pas de décortiquer cette demande de chèque en blanc qu'est le bill, mais c'est le fait que le gouvernement ait lancé les emprunts que l'on sait et qu'il cherche de nouveau à emprunter. Pourquoi le gouvernement se voit-il contraint de demander coup sur coup à la Chambre de l'autoriser à emprunter? Pourquoi ces emprunts contractés au fil des années, qui ont mis le pays dans un déficit énorme, n'ont-ils pas constitué des investissements productifs, et ne nous apportent-ils strictement rien sur le plan économique à long terme?

Je crois que les membres du Parti progressiste conservateur qui siègent à ma droite, et à ce propos, je devrais peut-être ajouter que dans Broadview ils étaient tellement à droite qu'ils sont tombés dans Don Valley, ce qui m'a favorisé . . .